

Le budget—M. Herbert

Québécois des crédits fédéraux infiniment supérieurs à ceux qu'ils recevraient si l'on tenait compte uniquement de leur importance démographique.

Le gouvernement fédéral n'a touché à aucun des programmes qui avantagent particulièrement le Québec, malgré les pressions énormes exercées sur lui pour qu'il compresse ses dépenses. Dans le passé, c'étaient les Québécois qui contribuaient à la prospérité du pays. Dans le futur, il appartiendra encore une fois aux Québécois de jouer aux grands frères et d'aider les défavorisés. Aujourd'hui, cependant, à cause de l'incertitude économique qu'attisent les aspirations séparatistes, les Québécois peuvent profiter des avantages du régime fédéral.

Abordons à présent un autre des grands avantages de ce régime, c'est-à-dire la péréquation que nous devons à la perception d'impôt à l'échelle nationale.

Nous savons tous que l'échelle d'imposition du gouvernement du Québec est plus élevée qu'ailleurs. Sur un revenu imposable de \$15,000, le Québécois est assujéti cette année au taux d'imposition le plus élevé au pays, c'est-à-dire de 30 p. 100 supérieur à celui auquel est assujéti son concitoyen ontarien. Plus le revenu imposable est élevé, plus le Québécois doit payer d'impôt provincial. Voilà pourquoi beaucoup de Québécois touchant un traitement élevé choisissent de déménager en Ontario, si on leur en donne le choix. Les pilotes d'avion en sont un excellent exemple. Le Québec perd donc non seulement la différence d'impôt, mais aussi tout l'impôt provincial qu'il aurait perçu de ces contribuables. En outre, l'économie s'en ressent bien sûr en ce que les achats de meubles, de biens et de services diminuent du fait de ces exodes. Fort heureusement, la personne qui s'installe en Ontario continue à payer l'impôt fédéral, ce qui permet d'offrir des programmes dont profitent tous les Québécois.

L'assiette de l'impôt par personne est plus petite au Québec qu'en Alberta, par exemple. Étant donné que l'échelle d'imposition fédérale est uniforme d'un bout à l'autre du pays, les Albertains dont le salaire moyen est supérieur, contribuent plus largement au Trésor fédéral. Toutefois, la répartition des fonds fédéraux, d'une part, se fait équitablement dans certains secteurs, par exemple l'assurance-maladie et l'enseignement postsecondaire, et de l'autre, avantage les provinces plus défavorisées sous forme de paiements de péréquation, de paiements d'assurance-chômage, de programmes de création d'emplois et de subventions à l'expansion économique régionale. Ainsi, dans un régime fédéral, non seulement les dépenses, mais également la perception des impôts bénéficie à tous.

En passant, il intéressera sûrement les Québécois de connaître le montant précis de la réduction de l'impôt fédéral payable en 1982 et dont il faut savoir gré aux mesures budgétaires présentées la semaine dernière. Ainsi, une famille de quatre personnes n'ayant qu'un seul revenu paiera \$425 de moins si ce revenu est de \$15,000, \$463 de moins pour un revenu de \$20,000, \$538 de moins pour un revenu de \$30,000 et \$798 de moins pour un revenu de \$50,000. Cette année, au Québec, les recettes provinciales sont bien inférieures aux dépenses et ce, malgré une contribution massive du gouvernement fédéral. Il n'est pas exagéré de dire que si le Québec ne profitait pas au même titre que n'importe quelle autre province de la richesse du Canada, il serait au bord de la faillite.

● (1730)

Ne peut-on pas être fier que les provinces qui ont le moins à perdre des compressions budgétaires du gouvernement fédéral aient tellement envie de continuer à partager leur bonne fortune avec leurs concitoyens d'autres parties de notre pays? Ce sont ces mêmes provinces, dirigées par des gouvernements conservateurs, qui ont déploré le déficit fédéral, mais aucun porte-parole de ces provinces n'a préconisé des compressions de programmes susceptibles d'avoir des répercussions directes sur les provinces moins riches qui sont déjà en butte à de sérieuses difficultés.

Je voudrais parler quelques instants des répercussions que le budget aurait sur les particuliers. Il est exact par exemple qu'un médecin gagnant \$100,000 qui utilise à fond les abris fiscaux pourrait payer aujourd'hui \$23,000 de plus d'impôt. Mais il est aussi vrai que si ce médecin ne se prévalait pas des échappatoires, il paierait \$5,000 de moins d'impôt avec le même revenu.

Quelque douze millions de contribuables vont payer moins d'impôt et 800,000 vont en payer davantage. Pratiquement tous ceux qui gagnent \$30,000 ou moins seront moins imposés grâce à ces mesures budgétaires.

Le ministre des Finances a essayé d'adopter des mesures budgétaires qui permettraient de remanier en profondeur le régime fiscal des particuliers. Un régime qui permet à des personnes gagnant \$100,000 de ne pas payer un cent d'impôt a besoin d'une refonte en profondeur. Un journaliste a écrit la chose suivante: «Ils ont louvoyé, biaisé, manigancé, machiné pour tirer parti des échappatoires fiscales.»

Je crois à l'équité, à l'égalité et à la justice et j'applaudis à la décision du ministre des Finances de supprimer les échappatoires fiscales qui profitaient surtout aux particuliers ayant des revenus élevés.

Quand on examinera les détails du budget, on trouvera certainement des injustices mineures et si le passé est d'un quelconque enseignement, des modifications seront apportées. Toutefois, le principe de l'équité est désormais acquis et sera maintenu.

Si tant est que je puisse comprendre les arguments des députés du Nouveau parti démocratique et y être quelque peu sympathique je n'ai en revanche ni compréhension, ni sympathie pour l'orientation des conservateurs. Ces derniers ont affiché les mêmes incohérences dans leurs critiques quand ils ont appuyé le sous-amendement du Nouveau parti démocratique lundi soir.

Des voix: Bravo!

M. Herbert: Pour résumer, monsieur l'Orateur, je voulais qu'on réduise le déficit fédéral, mais pas au détriment des gouvernements provinciaux. La réduction des emprunts gouvernementaux qu'entraînera un déficit moins élevé allégera les pressions exercées sur les taux d'intérêt, atténuera les pressions inflationnistes et simplifiera dans une certaine mesure les problèmes d'emprunt du secteur des affaires. Je voulais que le gouvernement s'engage à continuer à financer les soins de santé, l'assurance-maladie et l'enseignement postsecondaire. Je pensais notamment que les programmes universitaires étaient menacés. Je voulais qu'on supprime les garanties de revenu et qu'on révise la méthode de calcul des versements de péréquation.